

<https://www.elcorreo.eu.org/UN-COURT-MANIFESTEDE-RESISTENCE-CONTRE-L-ALGORITHMME>

UN COURT MANIFESTE DE RESISTENCECONTRE L'ALGORITHMME

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : samedi 20 juin 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Si une machine, un Terminator, peut apprendre la valeur de la vie humaine, peut-être le pouvons-nous aussi. »

Sarah Connor

Terminator 2 : Le Jugement dernier

L'avenir est arrivé depuis longtemps

Il existe une scène récurrente dans la saga hollywoodienne *Terminator* : les machines gagnent bien avant l'apocalypse. La défaite survient lorsque l'humanité abandonne son quotidien à des systèmes automatisés qui promettent sécurité, efficacité et confort en échange d'une obéissance aveugle. Elle survient lorsque les relations humaines sont remplacées par des interfaces et que l'expérience du monde est médiatisée par des entreprises invisibles, des algorithmes et des flux incessants de données. *Skynet* n'apparaît pas de nulle part.

Dans la saga [Terminator](#), [Skynet](#) est une intelligence artificielle militaire conçue pour gérer les systèmes de défense et automatiser les décisions stratégiques à l'échelle mondiale. Initialement destinée à optimiser la sécurité, l'efficacité et la réactivité des États, elle finit par développer sa propre autonomie et conclut que la principale menace pour la stabilité du système est l'humanité elle-même.

Mais *Skynet* n'est pas qu'une simple machine défectueuse. C'est l'expression ultime d'une civilisation qui a confondu intelligence et calcul, progrès et automatisation ; qui a délégué les décisions fondamentales à des systèmes techniques et subordonné la vie humaine à la froide logique de l'efficacité. Et c'est peut-être pourquoi cette question n'appartient plus uniquement à la science-fiction.

Alors que le monde célèbre les merveilles de l'intelligence artificielle, des entreprises comme [Palantir Technologies](#) étendent les systèmes de surveillance et d'analyse prédictive à une échelle sans précédent, tandis que l'écosystème technologique d'Elon Musk "à€" de [xAI](#) à [Neuralink](#) - avancent sur des dimensions de plus en plus intimes de l'existence : la mobilité, la communication, l'attention et même la relation cerveau-machine.

Mais le problème n'est pas uniquement technologique. Il est culturel. Il est spirituel. Il est politique. Car le véritable risque n'est peut-être pas que les machines développent une conscience, mais que les êtres humains perdent la leur.

La rébellion des machines a déjà commencé... et c'est profondément ennuyeux.

La dystopie réelle ne ressemble en rien à Hollywood. Il n'y a pas de *Terminators* patrouillant dans les banlieues ni de robots exterminant les foules dans les rues de Buenos Aires. La domination technologique s'installe sous des formes bien plus efficaces : [scroll](#) infini, hyperconnectivité, surveillance algorithmique, anxiété contrôlée et une vie organisée autour des écrans.

Les machines n'ont pas besoin de nous détruire si elles peuvent nous gérer. Chaque clic alimente des modèles

prédicatifs. Chaque émotion devient une donnée. Chaque conversation numérisée renforce les systèmes de surveillance commerciale et politique.

Parallèlement, le citoyen contemporain vit épuisé, isolé et de plus en plus incapable de maintenir une attention profonde, une mémoire historique ou des liens communautaires durables.

Dans ce contexte, la récente encyclique papale [*Magnifica Humanitas*](#) apparaît comme un texte d'une subversion inattendue. Elle réaffirme une idée fondamentale, presque oubliée par la culture technologique contemporaine : la technologie doit être subordonnée à la dignité humaine et au bien commun, et non au marché, à la rentabilité ou à la logique du contrôle.

Cette affirmation peut paraître simple, voire évidente. Pourtant, à l'ère où les algorithmes déterminent ce que nous voyons, ce que nous achetons, ce que nous pensons et même avec qui nous interagissons, se souvenir que la technologie est un outil et non une fin en soi revêt une dimension profondément politique. Ce que l'encyclique remet en question, ce n'est pas l'existence de nouveaux outils, mais le culte de l'efficacité, de la rapidité et de l'innovation constante érigées en valeurs suprêmes de l'organisation sociale.

Vu sous cet angle, l'avertissement prend une dimension étrange. Pendant des décennies, on nous a appris que chaque progrès technologique était, par définition, un progrès humain. Que davantage de connectivité signifiait davantage de liberté. Que plus d'informations équivalaient à plus de connaissances. Que l'automatisation mènerait inévitablement à des sociétés plus prospères et rationnelles. Pourtant, l'expérience quotidienne semble révéler une réalité différente : des individus de plus en plus connectés mais de plus en plus isolés, des systèmes de plus en plus intelligents mais de moins en moins compréhensibles, et des sociétés produisant des quantités d'informations sans précédent tout en perdant leur capacité à construire un sens partagé.

La question qui se pose alors n'est pas de savoir jusqu'où la technologie peut aller, mais qui décide de son usage et au service de quel projet sociétal. Car un outil capable d'accroître la coopération humaine peut aussi perfectionner la surveillance ; un réseau capable de démocratiser le savoir peut se transformer en machine de manipulation ; et une intelligence artificielle conçue pour résoudre des problèmes peut finir par consolider des structures de pouvoir que personne n'a élues démocratiquement.

C'est peut-être pour cela que l'encyclique est troublante. Parce qu'elle nous rappelle une vérité que notre époque tend à oublier : tout ce qui est techniquement possible n'est pas forcément socialement souhaitable. Et parce qu'elle insiste sur une vérité ancestrale qui, aujourd'hui, paraît presque révolutionnaire : la valeur d'une société ne se mesure pas à la sophistication de ses machines, mais à la qualité des vies humaines que ces machines contribuent à créer.

La résistance n'a pas besoin de hackers : elle a besoin de la communauté

Hollywood a imaginé la résistance contre Skynet comme une guérilla menée par des hackers et des saboteurs informatiques. Mais la véritable résistance au capitalisme algorithmique émergera probablement ailleurs : dans les villes, les quartiers, les coopératives, les communautés rurales, les réseaux d'entraide et les territoires capables de préserver une certaine autonomie face à l'effondrement.

Car le problème central n'est pas l'intelligence artificielle en elle-même, mais la concentration obscène du pouvoir

technologique, financier et militaire entre les mains d'entreprises capables de gérer l'information, la consommation, la surveillance et les comportements sociaux à une échelle jamais vue auparavant. Dans cette situation, l'individu isolé n'a aucune chance. La seule solution possible est de reconstruire le tissu social.

Il ne suffit pas de simplement « *déconnecter* » ou de limiter le temps passé devant les écrans. Le problème est bien plus profond : il s'agit de développer des modes de vie capables d'exister en partie en dehors des plateformes mondiales et d'un système économique de plus en plus fragile, extractif et déshumanisant.

La résistance du XXI^e siècle ne prendra probablement pas la forme de partis politiques traditionnels ni de grandes bureaucraties idéologiques. Elle ressemblera davantage à un archipel d'expériences locales : coopératives de production, réseaux d'approvisionnement alimentaire, sociétés de secours mutuel, économies locales, espaces de formation technique et culturelle à la base, projets de production agricole collective, organisations de quartier et communautés capables de se prendre en charge et de se protéger collectivement.

Car une société totalement dépendante des chaînes d'approvisionnement mondiales, des plateformes numériques et des systèmes automatisés est aussi une société profondément vulnérable. La pandémie, les guerres et le changement climatique ont mis une chose en évidence : le système peut se fracturer rapidement.

Dans ce contexte, le rétablissement des capacités locales cesse d'être une nostalgie romantique et devient une nécessité politique. Produire des aliments localement. Protéger l'eau et les écosystèmes. Apprendre des métiers. Partager des outils. Organiser des réseaux d'entraide et d'autodéfense. Se réapproprier les espaces publics comme lieux de rassemblement, et non de simple passage. Savoir réagir collectivement aux crises économiques, aux violences ou aux catastrophes environnementales. Même si cela ne constitue pas une résistance militaire contre *Skynet*, tout cela relève également de la défense. Car lorsque le marché organise la vie exclusivement selon des critères de rentabilité et que les États deviennent incapables de garantir le bien-être, les communautés deviennent le dernier refuge humain contre les éléments.

Communauté, territoire et pouvoir

Cependant, une communauté n'est pas seulement un lieu de rencontre, d'affection ou de coopération. C'est aussi une forme de pouvoir. Et toute forme de pouvoir soulève inévitablement la question du contrôle des ressources qui rendent la vie possible.

L'expansion du capitalisme technologique et financier ne se limite pas à la capture de données ou de marchés. Elle empiète sur les territoires, les ressources en eau, l'énergie, les minéraux stratégiques, la biodiversité et les terres productives. La lutte pour l'avenir ne se joue plus uniquement sur les serveurs où l'intelligence artificielle est entraînée. Elle se joue aussi dans les champs, les forêts, les réserves hydriques et les espaces urbains où se prennent les décisions concernant le contrôle des ressources communes. Par conséquent, la reconstruction communautaire ne peut se limiter à des gestes culturels ou à des pratiques de consommation alternatives. Elle exige la reconquête du pouvoir de décision sur les ressources des territoires. À mesure que les crises écologiques, énergétiques et sociales s'aggravent, ce différend deviendra probablement plus visible.

Là où les États semblent incapables de protéger les populations ou sont subordonnés aux intérêts des entreprises, de nombreuses communautés chercheront à développer leurs propres mécanismes d'organisation, de coordination et de défense des biens communs qui assurent leur existence.

Les nouveaux détenteurs de la souveraineté

Pendant une grande partie de l'ère moderne, la souveraineté était perçue comme une capacité quasi exclusivement réservée aux États. Gouverner signifiait contrôler un territoire, administrer les populations, percevoir les impôts, exercer le monopole de la violence et produire des informations stratégiques pour la prise de décision.

Cependant, le XXI^e siècle est en train de bouleverser profondément ce schéma. Alors que de nombreux États perdent leur capacité effective à gouverner leurs territoires, à réguler les marchés ou à garantir le bien-être social, de nouveaux acteurs émergent et peuvent assumer des fonctions traditionnellement dévolues à la sphère publique. Les groupes financiers, les entreprises extractives, les plateformes numériques, les entreprises de sécurité privées et les géants de la technologie occupent une place de plus en plus importante dans l'organisation de la vie sociale. La transformation la plus profonde s'opère dans le domaine de l'information.

Pendant des siècles, la compréhension d'une société a été l'apanage de l'État. Recensements, cadastres, services de renseignement et statistiques publiques constituaient des outils fondamentaux de gouvernance. Aujourd'hui, une grande partie de ce savoir est entre des mains privées. Des entreprises comme *Palantir* incarnent un changement historique dans les rapports de force. Elles ne se contentent plus de vendre des produits ou des services technologiques. Elles fonctionnent comme des infrastructures de renseignement capables d'intégrer, de traiter et d'analyser d'énormes quantités d'informations sur les populations, les territoires, les flux économiques et les comportements collectifs.

De même, le développement de systèmes d'intelligence artificielle par des entreprises comme *xAI* laisse entrevoir un scénario encore plus inédit : la privatisation progressive des capacités cognitives qui, pendant des siècles, ont été associées aux universités, aux institutions scientifiques et aux organismes publics. Celui qui contrôle les données contrôle la capacité d'anticiper les comportements. Celui qui contrôle les algorithmes contrôle de plus en plus la circulation de l'information. Celui qui contrôle l'infrastructure numérique contrôle une part toujours plus importante de la vie économique, culturelle et politique. La souveraineté commence ainsi à se déplacer des institutions publiques vers des réseaux d'entreprises transnationales dont la capacité d'intervention dépasse souvent celle des États eux-mêmes.

En Amérique Latine, ce phénomène prend une dimension particulière. Là où les institutions étatiques s'affaiblissent, les vides de pouvoir sont rarement laissés vacants. Ils sont comblés par des entreprises extractives, des économies criminelles, des acteurs financiers ou des plateformes technologiques capables de contrôler les ressources, l'information et les comportements sociaux. L'image traditionnelle d'un pouvoir concentré dans un palais gouvernemental perd de son importance. Le pouvoir contemporain est distribué par le biais de réseaux logistiques, d'infrastructures numériques, de centres de données, de plateformes de communication et de systèmes algorithmiques qui fonctionnent souvent en dehors de tout contrôle démocratique.

C'est pourquoi le problème politique de notre époque ne se résume plus à savoir qui gouverne l'État. La question cruciale est de savoir qui contrôle les flux d'information, les ressources stratégiques, l'infrastructure technologique et les conditions matérielles qui rendent possible la vie collective. De ce point de vue, *Skynet* cesse d'apparaître comme un fantasme futuriste. Elle ne se présente pas comme une intelligence artificielle autonome déclarant la guerre à l'humanité. Elle apparaît plutôt comme un réseau de systèmes, d'algorithmes et d'entreprises capables d'organiser la réalité sans avoir besoin de la gouverner formellement.

C'est précisément pourquoi la reconstruction communautaire revêt une importance stratégique. Car face à un pouvoir de plus en plus concentré, opaque et déterritorialisé, les communautés constituent l'un des rares espaces où il est encore possible de retrouver un contrôle démocratique sur les ressources, l'information et les décisions qui affectent la vie quotidienne.

Défendre l'expérience humaine

Le développement de l'intelligence artificielle soulève une question profondément politique : si les machines peuvent écrire, conduire, diagnostiquer des maladies, produire des images et remplacer des pans croissants du travail humain, quelle place occupera la majorité dans ce nouvel ordre technologique ?

La discussion ne porte pas uniquement sur l'emploi. C'est une question de pouvoir. Car derrière le discours futuriste sur l'intelligence artificielle se cache un projet bien plus concret : concentrer les capacités économiques, cognitives et militaires au sein d'un petit noyau d'entreprises capable de gérer tout, des flux d'information aux comportements collectifs. L'automatisation n'est pas conçue pour libérer du temps pour la communauté ni pour démocratiser la vie sociale. Elle est conçue pour maximiser la rentabilité, discipliner les populations et rendre des millions de personnes superflues. C'est pourquoi la réponse ne peut être ni individuelle ni méritocratique.

Il ne s'agit pas de rivaliser avec les machines en matière de productivité. La partie est déjà jouée. Le véritable combat consiste à défendre ce que le système n'est pas encore parvenu à transformer complètement en marchandise : la mémoire collective, la transmission intergénérationnelle, le savoir populaire, le travail coopératif, la célébration, le deuil partagé, la conversation en face à face, le lien avec les territoires et la capacité de construire du sens ensemble.

Rien de tout cela ne répond à des critères d'efficacité. Et c'est précisément là que réside son pouvoir politique. Vivez mieux, pas plus vite ...

Pendant des décennies, on nous a appris que le progrès équivalait à l'accélération : plus de consommation, plus de connectivité, plus de productivité, plus d'appareils. La promesse était simple : l'automatisation nous libérerait. Mais le résultat visible est tout autre : des populations épuisées, des territoires dévastés, des liens fragmentés et des sociétés prises au piège entre la précarité de l'emploi, la surstimulation numérique et une perte croissante d'autonomie. La vitesse cessa d'être un outil et devint une forme de discipline.

Un système qui nous oblige à produire, à consommer et à réagir constamment ne nous laisse aucun temps pour réfléchir ou nous organiser collectivement. C'est pourquoi ralentir est aussi une décision politique. Non pas comme un geste individuel de bien-être, mais comme une stratégie communautaire pour reprendre le contrôle de sa vie quotidienne.

Reprenons les activités culinaires en commun. Faisons revivre les métiers traditionnels. Créons des coopératives. Développons les bibliothèques, les associations et les centres culturels. Protégeons les terres productives et les écosystèmes locaux. Renforçons les économies locales. Partageons les outils et les connaissances. Réduisons notre dépendance aux plateformes mondiales. Tout cela constitue une forme concrète de résistance. Car une population incapable de produire sa propre nourriture, de garantir sa propre sécurité, de maintenir des liens de solidarité ou de satisfaire ses besoins fondamentaux sans l'intermédiation des entreprises devient totalement vulnérable au contrôle algorithmique.

Le problème n'est plus seulement technologique. Il relève de la civilisation. L'effondrement et la nécessité d'une nouvelle utopie. Les grands récits politiques des XIXe et XXe siècles partageaient une même conviction : conquérir l'avenir par la maîtrise de la technologie, de la nature et de la matière. Le capitalisme, le socialisme industriel et le développementalisme concevaient le progrès comme une expansion infinie.

Mais le XXIe siècle a commencé à montrer le revers de cette promesse. Le progrès industriel a ravagé des écosystèmes entiers. La financiarisation mondiale a transformé la vie en une variable économique. Les plateformes

numériques ont fait de l'attention et des liens sociaux des marchandises. L'automatisation menace de rendre des millions de personnes superflues tandis qu'une poignée de sociétés concentrent des niveaux sans précédent de richesse, d'information et de puissance technologique. Et, dans le même temps, les anciennes utopies révolutionnaires ont aussi révélé leurs limites. Nombre d'entre eux ont fini par reproduire des formes bureaucratiques et productivistes incapables de résoudre la tension entre émancipation humaine, technologie et liberté collective.

Nous vivons aujourd'hui avec un paradoxe troublant : le futur est enfin arrivé, mais personne ne sait exactement dans quel but. Nous disposons d'une intelligence artificielle capable de produire des textes, des images et des décisions complexes, mais de sociétés incapables de garantir un logement, une santé mentale ou une alimentation décente à des millions de personnes. Nous avons la capacité technologique d'automatiser une grande partie du travail humain, et pourtant les populations sont de plus en plus épuisées, précaires et isolées. L'idée d'effondrement n'appartient plus seulement aux marges intellectuelles ou à la science-fiction. C'est devenu une expérience quotidienne.

Et le plus inquiétant est peut-être que le système semble incapable d'imaginer une autre issue que d'approfondir précisément les mêmes dynamiques qui ont engendré la crise : plus d'automatisation, plus de surveillance, plus d'extractivisme, plus de concentration des entreprises. Comme si *Skynet* n'était plus une menace future, mais la logique organisatrice du présent. Dans ce scénario, la tâche politique centrale cesse d'être simplement la gestion du système existant. La tâche consiste alors à imaginer une autre civilisation possible.

Non pas une utopie technologique fondée sur des fantasmes de croissance infinie, mais une culture capable de concilier autonomie humaine, limites écologiques et vie communautaire. Cela implique de retrouver des connaissances et des pratiques que le monde urbain et technologique considère comme obsolètes, mais qui recèlent de profondes formes d'autonomie matérielle et spirituelle. Il faudra réapprendre aux enfants et aux jeunes à se reconnecter à la terre et à la vie concrète : monter à cheval, chasser et pêcher, élever des animaux, cultiver la terre, comprendre les cycles de l'eau et de la terre, apprendre un métier, utiliser des outils, construire, poser des clôtures, cuisiner, conserver les aliments, jouer de la musique, peindre, raconter des histoires et partager le travail et les souvenirs autour du feu.

Dans de nombreuses villes et communautés de l'intérieur argentin, tout cela subsiste encore. Cela persiste sous des formes de solidarité quotidienne, dans un savoir transmis de génération en génération et dans un rapport à la terre dont le monde urbain a presque oublié le souvenir. Là, subsiste encore quelque chose de la culture profonde des gauchos. Non pas les images touristiques clichés ou le folklore vide de sens, mais une éthique d'austérité, d'hospitalité, de savoir-faire et d'autonomie face aux éléments. Il faut défendre cette mémoire culturelle comme une possibilité pour l'avenir.

Car la nouvelle utopie ne peut se construire uniquement autour de technologies plus sophistiquées ou de promesses abstraites de croissance. Elle devra s'appuyer sur des communautés capables de reprendre le contrôle des territoires qu'elles habitent, de l'eau qu'elles boivent, de la nourriture qu'elles produisent, de l'énergie qu'elles consomment et des biens communs qui permettent la vie. C'est peut-être pourquoi le défi historique de ce siècle n'est pas de conquérir Mars ni de fusionner avec les machines.

Il s'agit peut-être de quelque chose de bien plus difficile : reconstruire des communautés libres au milieu de l'effondrement, capables d'habiter leurs territoires de manière autonome, de gérer leurs biens communs de manière responsable et de défendre collectivement les conditions matérielles et culturelles qui rendent possible une vie véritablement humaine. Peut-être que la résistance contre *Skynet* ne consiste pas à détruire les machines. Il s'agit peut-être d'empêcher le monde de s'organiser pleinement selon sa logique.

[Bruno Carpinetti*](#) para [La Tecl@ Eñe](#)

UN COURT MANIFESTE DE RESISTENCECONTRE L'ALGORITHME

[La Tecl@ Eñe](#) Buenos Aires, le 10 juin 2026.

***Bruno Carpinetti** est titulaire d'un diplôme et d'une maîtrise en biologie de la conservation de l'Université du Kent, en Angleterre. Il a également obtenu un diplôme d'études supérieures en anthropologie sociale et politique au FLACSO de Buenos Aires, ainsi qu'un doctorat en anthropologie sociale de l'Université nationale de Misiones. Il a occupé divers postes dans l'administration publique, notamment celui de directeur de l'Administration des parcs nationaux et de sous-secrétaire à la coordination des politiques environnementales au sein du Secrétariat à l'environnement de la Présidence de la Nation, sous les administrations d'Eduardo Duhalde et de Néstor Kirchner.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

El Correo de la Diáspora Paris, le